

LA MONTÉE DES ISLAMISTES AU PROCHE-ORIENT: DÉMARCATIION ET DIALOGUE

Le renforcement des mouvements islamistes au Proche-Orient modifie la structure des pouvoirs régionaux et il confronte l'Occident à de nouveaux défis. Avec leur stratégie consistant à isoler le Hamas élu démocratiquement, les Etats-Unis et l'UE, conjointement à Israël et à des régimes arabes modérés, ne pourront guère enrayer la polarisation et la radicalisation au sein de la population palestinienne. Une gestion durable des conflits exige un dialogue entre toutes les parties. Les Etats européens ont devant eux une tâche difficile: formuler une politique viable au Proche-Orient qui ne déclenche pas de nouvelles frictions transatlantiques.



Des partisans fêtent le 19e anniversaire de la création du Hamas, 15.12.2006 Mohammed Salem/Reuters

La situation stratégique au Proche-Orient est actuellement caractérisée par quatre changements. On peut d'abord observer un renforcement de différents mouvements islamistes. Deux groupes jouissant d'une popularité croissante dans de vastes pans de la population arabe, le Hezbollah et le Hamas, se situent aux frontières nord et sud d'Israël. Le retrait d'Israël du Sud-Liban et de Gaza est souvent attribué à leur résistance militaire. Leur engagement social dans les domaines de l'éducation et de la santé est également, aux yeux de nombreux Arabes, plus efficace que celui de maints régimes arabes. Ces derniers mois, le Hezbollah a démontré l'efficacité de cette double stratégie politico-militaire en refusant de capituler contre les forces armées israéliennes dans la guerre du Liban – déclenchée suite à une erreur de

calcul de sa part – et en parvenant ensuite, sortant du gouvernement libanais, à paralyser la vie politique à Beyrouth. Pour sa part, le Hamas a repris, après son surprenant succès aux élections parlementaires palestiniennes au printemps 2006, la responsabilité gouvernementale du mouvement séculaire Fatah du président Abbas auquel il a infligé une défaite militaire à Gaza en juin 2007.

Fondamentalement, le Hezbollah et le Hamas privilégient des agendas locaux – même s'ils ont des alliés extrarégionaux. Mais, récemment, des groupes islamistes proches de l'idéologie d'Al-Qaïda ont aussi pris pied au Proche-Orient. Le Fatah al-Islam, qui s'est livré en juin 2007 à des combats sanglants avec l'armée libanaise dans un camp de réfugiés palestiniens et qui a

été rendu responsable de l'attentat terroriste contre les troupes de l'ONU dans le Sud-Liban (Unifil), compte par exemple parmi ces milices engagées dans la lutte globale contre l'Occident et les régimes arabes occidentaux. On peut également ajouter à cette liste l'«Armée de l'Islam» qui a enlevé au printemps 2007 le journaliste Alan Johnston à Gaza. Alors que ces factions djihadistes voient dans le Hezbollah chiite un ennemi juré, elles critiquent le Hamas sunnite pour sa volonté de participer au système politique.

Renforcement des islamistes, affaiblissement des Etats-Unis

Ensuite, on peut constater un affaiblissement des Etats-Unis et de ses alliés au Proche-Orient. La politique irakienne de l'administration Bush et son engagement perçu comme unilatéral dans le conflit au Proche-Orient ont miné les possibilités d'action comme la réputation de Washington dans la région. Des régimes sunnites pro-occidentaux comme l'Egypte, la Jordanie et l'Arabie saoudite, se voient simultanément harcelés par la montée régionale des chiites consécutive à la chute de Saddam Hussein et surtout de l'Iran ainsi que par le renforcement des courants islamistes au sein de leurs propres populations. Le nationalisme arabe séculaire qu'ils représentent est aujourd'hui largement discrédité, ce qui s'explique entre autres par l'absence de solution à la question palestinienne.

Israël, en tant que principal allié des Etats-Unis, se trouve plongé dans une crise de politique intérieure. La guerre du Liban

de l'été 2006 a mis en évidence les limites d'une approche israélienne reposant exclusivement sur des armes high tech contre un adversaire misant sur des stratégies asymétriques. Elle a en outre clairement montré l'échec de la stratégie poursuivie depuis 2000 de gestion unilatérale des conflits. La fixation unilatérale de frontières en érigeant un mur et le retrait de parties des territoires occupés sans l'accord des Palestiniens n'a pas apporté la stabilité espérée. Une sécurité durable ne sera possible que par le biais d'une paix négociée. Le gouvernement Olmert est aujourd'hui touché non seulement en raison de sa faiblesse dans la guerre du Liban, mais aussi parce qu'il n'a pu présenter jusqu'à présent aucune perspective de solution en ce qui concerne le conflit avec les Palestiniens.

Troisièmement, on peut identifier une superposition croissante des conflits au Proche-Orient avec les crises dans la région du Golfe. Outre des liens soupçonnés entre les djihadistes au Proche-Orient et Al-Qaïda en Iraq, c'est la montée de l'Iran, privilégiant un agenda anti-américain et antisioniste, qui se trouve au centre. Conjointement au régime séculaire allié de Bashar Assad en Syrie qui n'a pas signé, à la différence de l'Égypte et de la Jordanie, de traité de paix avec Israël, la théocratie chiite soutient les frères religieux du Hezbollah et, de plus en plus, le Hamas. Nombreux sont les commentateurs qui interprètent la guerre du Liban de 2006 comme une guerre par procuration d'un conflit hégémonique entre Washington et Téhéran. En réalité, ni les États-Unis ni Israël n'oseraient lancer des attaques aériennes contre l'Iran tant que le Hezbollah ne sera pas désarmé.

Finalement, le quatrième changement qui s'ébauche est un rapprochement entre Israël et des régimes arabes «modérés» comme ceux de l'Égypte et de la Jordanie ainsi que, de manière un peu plus hésitante, de l'Arabie saoudite. Ces États se sentent aujourd'hui plus menacés par la montée des chiites et des extrémistes islamistes que par l'État juif. Une association d'intérêt avec Jérusalem a émergé pour la première fois dans le cadre de la stratégie d'isolement coordonné contre le Hamas après la prise de pouvoir militaire de ce dernier à Gaza en juin 2007. L'alliance pourrait s'approfondir si la menace posée par l'Iran, qui cherche à développer des armes nucléaires, s'accroît.

Réactions occidentales face au Hezbollah et au Hamas

Dans leur réponse à la montée des islamistes et aux déplacements des pouvoirs au Proche-Orient, les positions des Européens et des États-Unis se recoupent différemment d'un cas à l'autre. Le Hezbollah a été mis sur la liste des organisations terroristes par Washington alors qu'il est accepté par l'UE comme faisant partie du processus politique. De nombreux États européens, mais pas les États-Unis, participent en outre à la force de la paix de l'ONU au Sud-Liban. Des différences prévalent aussi dans la politique envers la Syrie. Même si les deux côtés critiquent le rôle régional de la Syrie, les États-Unis poursuivent une stratégie d'isolement alors que les Européens misent sur le dialogue et sur l'intégration. Il est vrai que l'UE a fortement réduit les contacts et qu'elle a gelé la signature de l'accord de coopération avec Damas en réaction au rôle peu clair joué par la Syrie dans l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri.

Un consensus transatlantique règne par contre sur la question de l'attitude à adopter face au Hamas. Les États-Unis et l'UE misent sur son isolement et font preuve de solidarité à ce sujet par l'alliance régionale anti-Hamas. Comme le Hamas est un acteur important du conflit au Proche-Orient, cette décision est d'une grande portée pour la politique européenne dans cette région. Il se peut qu'elle ait aussi un effet de signal pour la future stratégie de l'Occident envers l'ensemble de l'Islam politique. Il semble cependant douteux que la marginalisation recherchée ait pour effet une délégitimation des islamistes aux yeux de la population arabe et qu'elle stabilise la situation au Proche-Orient. En lieu et place, l'Occident court le risque de contribuer à la polarisation des Palestiniens et à une poursuite de la radicalisation des islamistes au Proche-Orient et au-delà.

Conséquences de la stratégie d'isolement

L'UE a mis le Hamas sur sa liste des organisations terroristes après une série d'attentats suicides en 2002/03. Après la victoire du Hamas aux élections de janvier 2006, elle s'est détachée de sa politique traditionnelle du dialogue et a opté pour une ligne plus dure. De pair avec les États-Unis et Israël, les Européens ont refusé tout contact avec le nouveau gouvernement et lui ont imposé un boycott financier. Le Quartet au Proche-Orient, au sein du-

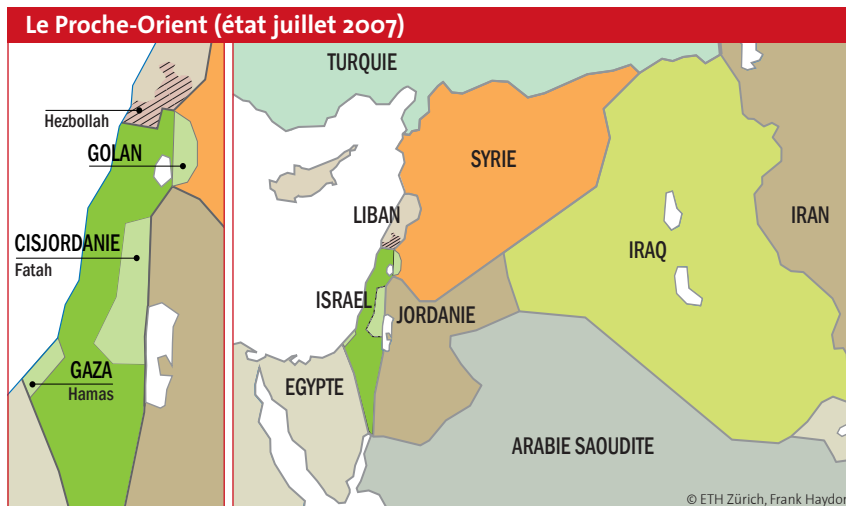
quel l'UE, les États-Unis, la Russie et l'ONU coordonnent depuis 2002 leurs efforts de paix, a exigé du Hamas la reconnaissance du droit d'existence d'Israël ainsi que de tous les traités conclus entre l'OLP et Israël et une renonciation à la violence comme conditions indispensables à une reprise de l'aide financière et du dialogue.

Les conséquences négatives de cette stratégie n'ont pas mis longtemps à se manifester. L'Occident a, premièrement, continué à perdre sa crédibilité auprès de la population arabe. Bien qu'ils aient depuis des années des exigences de démocratie, l'UE et les États-Unis ont tourné le dos au Hamas, qui avait pourtant remporté une victoire dans le cadre d'élections régulières, en réaction à la non-exécution des trois conditions du Quartet. L'isolement a ensuite eu pour résultat une influence croissante de l'Iran sur le Hamas. Par ailleurs, elle a affaibli les institutions palestiniennes dont l'UE avait considérablement contribué à la création et qui sont censées représenter un jour la base d'une solution à deux États. L'attitude de l'Occident a finalement aussi eu un effet négatif sur la société palestinienne dont la militarisation a continué à augmenter.

L'UE corsetée au sein du Quartet

Pour enrayer l'escalade des tensions intrapalestiniennes, le Hamas et le Fatah se sont mis d'accord au printemps 2007 sur un gouvernement unitaire. Alors que l'UE commençait à envisager une interprétation plus pragmatique des conditions du Quartet, les États-Unis sont quant à eux restés sceptiques et se sont concentrés sur le renforcement des forces de sécurité d'Abbas. Le fait que le Fatah ne veuille toujours pas céder le contrôle de l'appareil de sécurité de l'État peut avoir contribué à la décision du Hamas de s'emparer du pouvoir à Gaza par un coup militaire en juin 2007, ce qui a poussé à son tour Abbas à dissoudre le gouvernement unitaire et à mettre en place un gouvernement d'urgence sans islamistes dirigé par l'ancien ministre des finances, Salam Fayyad.

Comme le Hamas ne reconnaît pas le nouveau gouvernement, la Palestine est aujourd'hui un non-État avec deux gouvernements, l'influence de Fayyad et du Fatah se limitant à la Cisjordanie. En suspendant le dialogue avec le Hamas, Abbas a, du moins temporairement, cédé son rôle de président de tous les Palestiniens. La légitimité du nouveau gouvernement est toutefois limitée puisque le président a



suspendu la Constitution comme le Conseil législatif contrôlé par le Hamas qui l'avait mis en place.

Face à cette situation, l'UE s'est de nouveau rangée du côté des partisans de l'isolement qui espèrent pouvoir renforcer, par un soutien exclusif et intégral du gouvernement d'urgence en Cisjordanie, les forces modérées des Palestiniens. On peut cependant se demander s'il est possible d'atteindre ainsi l'objectif d'une délégitimation du Hamas. La liste menée par Fayyad, soutenu par l'Occident, n'a remporté que 2,4% des voix aux élections de 2006. Abbas court le risque de perdre encore plus l'approbation de la population si son rapprochement avec Olmert et Bush ne débouche pas aussi, outre l'aide économique, sur des progrès allant dans le sens d'un retrait d'Israël des territoires occupés. Le Fatah reste discrédité au niveau de la politique intérieure et il s'est avéré être un parti gouvernemental incompetent et corrompu avant la victoire du Hamas aux élections. Il est également à craindre que le Hamas ne tourne une nouvelle fois le dos au processus politique et ne déclenche une nouvelle vague de terrorisme, ce qui rendrait impossible la mise en oeuvre d'éventuels accords entre Abbas et Israël, par exemple dans le domaine d'une plus grande liberté de mouvement.

Alvaro de Soto, représentant de l'ONU au sein du Quartet, a démissionné en réaction à l'exclusion continuelle du Hamas. Il a critiqué le fait que le Quartet était devenu un groupe de soutien des Etats-Unis et qu'il servait davantage à la gestion des relations transatlantiques qu'à la recherche de la paix au Proche-Orient. En effet, avec le Quartet qu'elle a initié en 2001 pour gagner plus d'influence sur la politique des

Etats-Unis au Proche-Orient, l'UE a perdu une part de sa marge de manoeuvre dans la région. Bien que le malaise règne dans de nombreuses capitales européennes vis-à-vis de l'isolement du Hamas, la crainte d'une nouvelle rupture avec les Etats-Unis pour des raisons analogues à la crise de l'Irak prévaut.

Flexibilisation de la stratégie

Etant donné qu'un schisme dans la stratégie occidentale au Proche-Orient serait contre-productif, les Européens doivent essayer de convaincre les Etats-Unis de ne plus faire dépendre le dialogue de conditions qui pour rester réaliste, ne peuvent que résulter de négociations. Il faudrait viser une flexibilisation de la stratégie occidentale envers les islamistes dans le sens d'une combinaison entre démarcation et dialogue. L'aide financière aux gouvernements avec la participation des islamistes devrait certes continuer à être associée à la condition stricte de la reconnaissance du droit à l'existence d'Israël. Mais des mouvements comme le Hamas, qui participe au système politique, devraient être traités comme des parties au conflit capables de négocier par voie diplomatique. La gestion viable des conflits et la paix ne pourront pas être obtenues sans un dialogue avec ces groupes.

Des pourparlers avec la Syrie s'imposent aussi. Un nouveau processus de paix avec Damas affaiblirait les islamistes au Proche-Orient de même que Téhéran. Des progrès à cet égard semblent possibles dans la mesure où les points de discorde entre Israël et la Syrie ne remontent pas, à la différence du conflit qui oppose les Israéliens aux Palestiniens, à un conflit d'identité et territorial difficile à aplanir, mais à des questions de sécurité susceptibles d'être

résolues de manière rationnelle. De plus, des voix pondérées exigent aux Etats-Unis une politique syrienne plus constructive. Finalement, Barak, devenu ministre de la défense israélien en juin 2007, est un partisan de la théorie «Syria first».

La Suisse peut donner des impulsions

La Suisse mène une diplomatie active et autonome au Proche-Orient. C'est le seul pays occidental à avoir entretenu des relations avec le gouvernement palestinien après la victoire du Hamas aux élections (la Norvège n'a reconnu que le gouvernement unitaire). En soutenant par exemple l'élaboration par une délégation du Hamas d'un substantiel projet d'accord de cessez-le-feu de cinq ans reconnaissant implicitement Israël, la Suisse a essayé de jeter un pont entre les islamistes et Israël. Elle a en outre, en tant que facilitatrice, rendu possible la négociation d'accords modèles prometteurs pour des traités de paix entre Israël et la Palestine (Initiative de Genève) et entre Israël et la Syrie, à l'aide de représentants civils haut placés de ces Etats. La diplomatie suisse a aussi été très active au Liban ces derniers mois et y a offert ses bons services. Sa bonne réputation au Pays des cèdres remonte aux années 1980 lorsque Berne avait invité à Genève et à Lausanne les parties au conflit dans la guerre civile libanaise d'alors.

Grâce à sa stratégie du dialogue, la Suisse peut parfaitement donner des impulsions à une flexibilisation de la politique des Etats occidentaux au Proche-Orient. La question d'une participation suisse à la mission Unifil au Sud-Liban aurait à vrai dire mérité, parallèlement à sa diplomatie, une discussion élargie en matière de politique intérieure. Une promotion civilo-militaire intégrale de paix dans une région en crise majeure par la Suisse répondrait à une politique de sécurité à la hauteur des menaces, ce que des Etats européens comparables comme la Suède, la Belgique ou l'Irlande ont reconnu par leur engagement au sein d'Unifil. En envoyant 10 observateurs militaires au Proche-Orient, la Suisse n'a pas suffisamment tenu compte jusqu'à présent de la nécessité d'une stabilisation militaire de cette région.

- Editeur responsable: Daniel Möckli
analysen@sipo.gess.ethz.ch
- Commande d'analyses et abonnement gratuit: www.ssn.ethz.ch